

## SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N) DELIBERATION

### COMITE SYNDICAL DU 25 SEPTEMBRE 2025

#### Objet : Décisions budgétaires modificatrices

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 25 septembre à 12 heures, le Comité syndical du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le jeudi 18 septembre, s'est réuni en session ordinaire, en visioconférence, sous la présidence de Didier-Claude BLANC.

NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ	NOM, PRÉNOM	PRÉSENT	REPRÉSENTÉ	EXCUSÉ
BLANC D.-C. (PR)	X			MAISONNAT P.	X		
MASSEBEUF I. (VP)	X			LADEGAILLERIE J.	X		
TOURVIEILHE M. (VP)	X			SOULIGNAC F.	X		
FERNANDEZ M. (VP)	X			FERROUSSIER F.			X
BRUN C. (VP)			X	LEBRAT J.	X		
FALCONE C. (VP)	X			MATHON C.			X
BONNET-FERRAND V.	X			INARD P.	X		
AURIAS C.			X	REY C.	X		
GAUCHER S.		X		FERLAY A.	X		
SAULIGNAC H.			X	DEVOCHELLE C.			X
JOUVET P.			X	GINEVRA S.			X
ANGELI X.	X			LARUE F.			X
ANJOLRAS H.	X			MANTONNIER L.			X
ARAKELIAN J.-J.			X	MASSOLA C.	X		
BOYER J.			X	MARCAILLOU P.	X		
CARRIER M.			X	MATTRAS J.-M.	X		
CHARBONNIER M.			X	MOLINIE S.			X
COLL N.			X	MOSSAZ P.	X		
DECONINCK S.	X			NAJI D.			X
DECULTY J.-P.			X				

#### Pouvoir : 1

- Pouvoir donné de Sylvie GAUCHER à Max TOURVIEILHE.

Secrétaire de séance : Aurélien FERLAY.

EN EXERCICE : 39 PRESENTS : 20 (67 voix) VOTANTS : 21

Quorum : 20

## Le Comité syndical

- Vu l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'instruction budgétaire et comptable ;
- Vu les statuts du syndicat mixte ADN ;
- Vu la délibération du Comité syndical n° 202503 du 20 février 2024 portant vote du Budget primitif 2025 ;
- Vu le rapport ;

Considérant que des ajustements budgétaires sont nécessaires afin de tenir compte de la hausse des tarifs appliqués par Orange pour l'utilisation de ses infrastructures et d'assurer la couverture budgétaire des pénalités dues à ce même opérateur ;

Considérant, s'agissant de la location d'infrastructures Orange, que l'opérateur a procédé à une augmentation des tarifs d'accès à ses infrastructures de génie civil ;

Considérant que pour couvrir cette dépense supplémentaire, il est nécessaire d'inscrire 500 000 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement au Chapitre 011 (article 6132) ;

Considérant que cette dépense sera équilibrée par une recette équivalente de 500 000 €, correspondant à la refacturation à ADTIM FTTH, au Chapitre 70 (article 706) ;

Considérant, s'agissant des pénalités, que le budget primitif 2025 ne prévoyait pas suffisamment de crédits pour le paiement de certaines pénalités dues à Orange (notamment en cas de non-conformité des délais et dossiers) ;

Considérant qu'un crédit supplémentaire de 75 000 € doit donc être ouvert en dépenses de fonctionnement au Chapitre 67 (article 6711) ;

Considérant que cette dépense sera financée par un virement de crédits depuis les dépenses imprévues du budget au Chapitre 022 (dépenses imprévues) ;

Décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE UNIQUE :** D'APPROUVER les crédits supplémentaires du Budget 2025 ainsi équilibré.

**Le secrétaire de séance**

**Aurélien FERLAY**

**Le Président**

**Didier-Claude BLANC**

*La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et le cas échéant, de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de*

Grenoble.

À cette fin et dans les conditions prévues par le Code de justice administrative, une requête peut être déposée :

- Soit directement à l'accueil du tribunal ;
- Soit en ligne via le téléservice « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) ;
- Soit par voie postale, de préférence par recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

**Tribunal administratif de Grenoble**  
2 Place de Verdun  
Boîte Postale 1135  
38022 Grenoble Cedex

En application des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration, il est également possible, avant l'expiration du délai de recours contentieux, d'exercer un recours gracieux à l'encontre de la présente délibération. Dans cette hypothèse, le délai de recours contentieux est interrompu et un nouveau délai de deux mois commence à courir à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet.

Ce recours doit de préférence être effectué par écrit en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique**  
8 avenue de la Gare  
CS 20125 Alixan  
26958 Valence Cedex 9